

**VOORLOPIGE VERSIE**

NIET CITEREN ZONDER BRONVERMELDING  
De definitieve versie bevat ook het tweetalige  
beknopt verslag. De bijlagen zijn in een aparte  
brochure opgenomen.

**VERSION PROVISOIRE**

NE PAS CITER SANS MENTIONNER LA SOURCE  
La version définitive comprend aussi le compte rendu  
analytique bilingue. Les annexes sont reprises dans  
une brochure séparée.

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

**INTEGRAAL VERSLAG****COMPTE RENDU INTÉGRAL**

Plenumvergadering

Séance plénière

**Woensdag**

**29-04-2026**

**Voormiddag**

**Mercredi**

**29-04-2026**

**Matin**

*De teksten werden nog niet door de sprekers nagezien. Zij  
kunnen hun correcties schriftelijk  
meedelen vóór*

*04-05-2026, om 16 uur*

*aan de Dienst Integraal Verslag.*

*e-mail: CRIV@dekamer.be*

*Les textes n'ont pas encore été révisés par les orateurs.  
Ceux-ci peuvent communiquer leurs corrections par écrit  
avant le*

*04-05-2026, à 16 heures*

*au Service du Compte rendu intégral.*

*e-mail: CRIV@lachambre.be*

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
VB	Vlaams Belang
MR	Mouvement Réformateur
PS	Parti Socialiste
PVDA-PTB	Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Les Engagés	Les Engagés
Vooruit	Vooruit
cd&v	Christen-Democratisch en Vlaams
Ecolo-Groen	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de lutttes originales – Groen
Anders.	Anders.
DéFI	Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	Indépendant – Onafhankelijk

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :		Abréviations dans la numérotation des publications :	
DOC 56 0000/000	Parlementair stuk van de 56 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer	DOC 56 0000/000	Document parlementaire de la 56 <sup>e</sup> législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden	QRVA	Questions et Réponses écrites
CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag	CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral
CRABV	Beknopt Verslag	CRABV	Compte Rendu Analytique
CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)	CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
PLEN	Plenum	PLEN	Séance plénière
COM	Commissievergadering	COM	Réunion de commission
MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beige gekleurd papier)	MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers Bestellingen : Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/549 81 60 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be	Publications officielles éditées par la Chambre des représentants Commandes : Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/549 81 60 www.lachambre.be e-mail : publications@lachambre.be
---	---

## INHOUD

## SOMMAIRE

Agenda	1	Ordre du jour	1
Verzoek om advies van de Raad van State	1	Demande d'avis du Conseil d'État	1
<i>Sprekers:</i> <b>Pierre-Yves Dermagne</b> , voorzitter van de PS-fractie, <b>Raoul Hedebouw</b> , <b>Barbara Pas</b> , voorzitter van de VB-fractie, <b>David Clarinval</b> , vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Landbouw, <b>Axel Ronse</b> , voorzitter van de N-VA-fractie, <b>Sarah Schlitz</b> , voorzitter van de Ecolo-Groen-fractie, <b>Alexia Bertrand</b> , voorzitter van de Anders.-fractie, <b>François De Smet</b> , <b>Benoît Piedboeuf</b> , voorzitter van de MR-fractie, <b>Aurore Tourneur</b> , voorzitter van de Les Engagés-fractie, <b>Luc Frank</b>		<i>Orateurs:</i> <b>Pierre-Yves Dermagne</b> , président du groupe PS, <b>Raoul Hedebouw</b> , <b>Barbara Pas</b> , présidente du groupe VB, <b>David Clarinval</b> , vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et de l'Agriculture, <b>Axel Ronse</b> , président du groupe N-VA, <b>Sarah Schlitz</b> , présidente du groupe Ecolo-Groen, <b>Alexia Bertrand</b> , présidente du groupe Anders., <b>François De Smet</b> , <b>Benoît Piedboeuf</b> , président du groupe MR, <b>Aurore Tourneur</b> , présidente du groupe Les Engagés, <b>Luc Frank</b>	
Moties tot agendawijziging	8	Motions de modification de l'ordre du jour	8
<i>Sprekers:</i> <b>Axel Ronse</b> , voorzitter van de N-VA-fractie, <b>Sofie Merckx</b> , voorzitter van de PVDA-PTB-fractie, <b>Alexia Bertrand</b> , voorzitter van de Anders.-fractie, <b>Barbara Pas</b> , voorzitter van de VB-fractie, <b>Georges-Louis Bouchez</b> , <b>Pierre-Yves Dermagne</b> , voorzitter van de PS-fractie, <b>Aurore Tourneur</b> , voorzitter van de Les Engagés-fractie		<i>Orateurs:</i> <b>Axel Ronse</b> , président du groupe N-VA, <b>Sofie Merckx</b> , présidente du groupe PVDA-PTB, <b>Alexia Bertrand</b> , présidente du groupe Anders., <b>Barbara Pas</b> , présidente du groupe VB, <b>Georges-Louis Bouchez</b> , <b>Pierre-Yves Dermagne</b> , président du groupe PS, <b>Aurore Tourneur</b> , présidente du groupe Les Engagés	
DETAIL VAN DE NAAMSTEMMINGEN	15	DÉTAIL DES VOTES NOMINATIFS	15

*Dit verslag heeft geen bijlage.*

*Ce compte rendu n'a pas d'annexe.*



**Plenumvergadering**

van

**WOENSDAG 29 APRIL 2026**

Voormiddag

**Séance plénière**

du

**MERCREDI 29 AVRIL 2026**

Matin

De vergadering wordt geopend om 9.00 uur en voorgezeten door de heer Peter De Roover, voorzitter.

La séance est ouverte à 9 h 00 et présidée par M. Peter De Roover, président.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend. La séance est ouverte.

Aanwezig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering:

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance:

David Clarinval.

**01 Agenda****01 Ordre du jour**

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 28 april 2026 hebt u een gewijzigde agenda voor de vergadering van vandaag en morgen ontvangen.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 28 avril 2026, vous avez reçu un ordre du jour modifié pour la séance d'aujourd'hui et de demain.

Zijn er dienaangaande opmerkingen? (*Nee*)  
Y a-t-il une observation à ce sujet? (*Non*)

Bijgevolg is de agenda aangenomen.  
En conséquence, l'ordre du jour est adopté.

Collega's, in de Conferentie van voorzitters werd een manier van werken afgesproken voor de behandeling van de programmawet. U bent daarvan op de hoogte gebracht.

**02 Verzoek om advies van de Raad van State****02 Demande d'avis du Conseil d'État**

**02.01 Pierre-Yves Dermagne (PS)**: Monsieur le président, monsieur le vice-premier ministre, chers collègues, selon l'agenda tel que prévu par la Conférence des présidents, nous allons débiter

nos débats en plénière au sujet de la loi-programme.

Je voudrais évoquer l'éléphant dans la pièce. En effet, le gouvernement et la majorité entendent débiter les travaux sur la loi-programme, alors que – et c'est presque sans précédent dans l'histoire politique de la Belgique – les partenaires sociaux ont soumis, jeudi dernier, une contre-proposition collective et unanime au gouvernement pour remplacer le double saut d'index partiel que ce gouvernement et cette majorité souhaitent, depuis le 25 novembre dernier, faire avancer contre vents et marées, contre l'avis de la population, contre l'avis des travailleurs et des travailleuses qui en seront les premières victimes, contre l'avis des retraités qui en seront également victimes, contre l'avis des représentants syndicaux, et même contre l'avis des patrons. La majorité et le gouvernement agissent comme si l'avis des partenaires sociaux n'existait pas et comme si le Groupe des Dix n'avait pas remis une contre-proposition, une alternative au double saut d'index de la majorité.

Ces derniers jours, nous avons découvert quelques expressions dans la presse, mais – sauf erreur de ma part – sans que le gouvernement dans son ensemble ait manifesté une position officielle à l'égard de la proposition soumise par les partenaires sociaux. Nous n'avons entendu aucune réponse officielle, que ce soit une acceptation, une demande d'éclaircissement, d'amendement ou de modification de la proposition des partenaires sociaux ou que ce soit un refus. Nous nous trouvons donc, monsieur le président, chers collègues, exactement dans la même situation que la semaine dernière, avec un ministre qui s'était engagé à faire étudier la proposition du Groupe des Dix et, donc, à prendre position officiellement. Or ce n'est absolument pas le cas aujourd'hui.

Monsieur le président, chers collègues, comme nous l'avons fait les semaines précédentes, nous menons notre travail d'opposition, bien entendu,

qui a permis aux partenaires sociaux de retrouver un espace et un temps de dialogue et de débat pour soumettre une contre-proposition. Ce travail de l'opposition a aussi permis un report de l'augmentation des accises sur l'énergie.

Une proposition est faite aujourd'hui à la majorité. Monsieur le président, monsieur le vice-premier ministre, chers collègues de la majorité, nous ne pouvons pas raisonnablement entamer les travaux sur la loi-programme, et singulièrement sur le double saut d'index partiel, alors qu'il y a une opposition massive, qu'il y a une contre-proposition et qu'à cette heure, cette contre-proposition n'a pas été sérieusement examinée par le gouvernement, qui n'a pas pris position dessus.

Pour nous, les choses sont donc claires, monsieur le président. Nous allons à nouveau déposer des amendements, et singulièrement des amendements qui renforcent le mécanisme de protection de l'indexation automatique des salaires et des allocations, dont l'importance a été réaffirmée par le gouvernement de manière un peu hypocrite la semaine dernière pour justifier la faiblesse des mesures d'aide en matière d'énergie; et aussi des amendements qui visent à garantir le respect de la concertation sociale, s'agissant du mécanisme de l'indice et de l'indexation automatique des salaires et des allocations.

Comme je l'ai dit la semaine dernière, le Parti Socialiste n'actionne pas la procédure de renvoi au Conseil d'État avec légèreté. Nous sommes conscients du caractère particulier de cet instrument de procédure offert aux parlementaires, et singulièrement aux parlementaires de l'opposition.

C'est une main tendue au gouvernement et à la majorité. S'ils acceptent, comme ils ont accepté de reporter l'augmentation des accises sur l'énergie, de retirer les dispositions relatives au double saut d'index partiel qui figurent dans cette loi-programme, nous n'avons pas de difficulté à poursuivre le travail et les débats sur cette loi-programme; mais nous voulons absolument que les partenaires sociaux puissent être pris au sérieux et que leur travail soit examiné; qu'il trouve une réponse positive ou négative de la part du gouvernement, mais une réponse officielle.

Il n'est pas sérieux de travailler sur ce texte, sur ces mesures qui – je le répète – vont impacter négativement un travailleur sur deux, un pensionné sur deux, sans avoir une réponse officielle du gouvernement à la proposition alternative faite par les interlocuteurs sociaux.

Il nous semble que c'est la seule manière respectueuse de ce Parlement, respectueuse des millions de Belges qui seront impactés ou qui seraient impactés par les mesures voulues par ce gouvernement et respectueuse du travail et de l'implication des partenaires sociaux dans le fonctionnement de notre démocratie.

**02.02 Raoul Hedebouw (PVDA-PTB):** Beste collega's, en op twee dagen van 1 mei, voor bepaalde fracties, beste kameraden, vandaag wordt opnieuw een programmawet voorgelegd waarin een ernstige aanval wordt gedaan op de indexering van de lonen van de werkende klasse in ons land. Op twee dagen van 1 mei moeten wij in herinnering brengen, beste kameraden van Vooruit, dat de arbeidersklasse, de werkende klasse, hard voor die indexering heeft gevochten. Al sinds 1890 werd hevig gestreden om ervoor te zorgen dat de koopkracht van de werkende klasse mee de inflatie volgt. Na de Eerste Wereldoorlog, na de krachtsverhoudingen van de socialistische beweging, heeft de werkende klasse vanaf de jaren 20 de algemene indexering kunnen afdwingen. Daarna volgden nog stakingen in 1936 en de invoering van de sociale zekerheid in 1945.

Op twee dagen van 1 mei vinden wij met de PVDA dat er niet met de index mag worden gesjoemeld. Nochtans is dat wat vandaag voorligt. De beperking van de indexering boven 2.600 euro netto, is een indexdiefstal. Beste kameraden van Vooruit, de indexering van alle lonen van de werkende klasse vormt immers de basis van de eenheid van onze klasse. Wij verdelen onze klasse niet tussen arbeiders en bedienden die minder of meer verdienen. De indexering geldt voor iedereen.

Cette solidarité interprofessionnelle est le ciment de l'identité de classe.

Ons klassenbewustzijn van de werkende klassen bestaat juist omdat de indexering voor iedereen toepasbaar is en dat men het niet begint te verdelen tussen degenen die zozegd te veel zouden (...). Dat lijkt me belangrijk.

De **voorzitter**: Collega Hedebouw, u bent al aan de bespreking begonnen.

**02.03 Raoul Hedebouw (PVDA-PTB):** Mijnheer de voorzitter, in die zin vind ik dat het niet kan. Alhoewel de vakbonden ons zeggen dat die gedeeltelijke indexsprong er toch komt, adviseren zij ons om dat niet te doen. We gaan hier een debat aan zonder te weten wat de regering ervan denkt.

Komaan! *C'est quand même la moindre des choses.*

Er wordt hier iets ter stemming voorgelegd, maar wat zal er veranderen? De minister weet het zelf niet. Hij is aan het nadenken en weet niet goed wat hij zal vertellen. Collega's, twee dagen vóór 1 mei zegt de PVDA-fractie handen af van de index, handen af van de werkende klasse. Wij zetten de strijd verder, we dienen amendementen in en leggen die voor aan de Raad van State.

De **voorzitter**: Collega's, ik breng in herinnering dat de debatten nog niet geopend zijn, maar dat we het nu hebben over eventuele amenderingen.

Mevrouw Pas, u hebt het woord.

**02.04** **Barbara Pas** (VB): Mijnheer de voorzitter, het zijn amenderingen op een programmawet waarin uitsluitend extra belastingen, belastingverhogingen en een centenindex staan die de portemonnee van de Vlaming raken. Wij hebben een vorig uitstel met een advies aan de Raad van State gesteund opdat de meerderheid iets zou doen aan de energieprijzen in plaats van die met deze programmawet nog te verhogen.

Jammer genoeg zijn uw energiemaatregelen een maat voor niks. Dat is enkel een uitstel van de extra taksen op gas die u in die programmawet voorziet. Aan de pomp blijft de brandstofprijs echter nog altijd even hoog, in tegenstelling tot heel wat andere landen. De centenindex die in deze programmawet staat, werd – terecht – afgekraakt door de Nationale Arbeidsraad, de werkgevers en de werknemers. Het advies van de Nationale Arbeidsraad is u bekend. De regering is erin geslaagd om dat advies te vragen, maar heeft dat niet eens willen afwachten om de besprekingen aan te vatten.

Als de sociale partners daarover zelf tot een akkoord komen, het scenario dat u volgens uw eigen regeerakkoord ten zeerste verkiest, dan krijgt de regering daarover een advies van de RSZ, de FOD Sociale Zekerheid en een berekening van het Planbureau, maar wij hebben daarover nog geen reactie van de regering mogen ontvangen. Enkele regeringspartijen gebruikten het woord respect in hun verkiezingslogan. Ik vind het van respect getuigen dat men een standpunt over voorstellen formuleert vooraleer men de eigen centenindex er wil doorduwen. Die tijd willen we u met een beperkt uitstel zeker nog geven.

Weet u waar het schoentje wringt, collega's? De berekeningen van het Federaal Planbureau over

dat alternatieve voorstel die we gisteren mochten ontvangen, leveren miljoenen minder op voor de staatskas. Uw centenindex gaat dus niet over rechtvaardigheid, solidariteit of vereenvoudiging, het gaat hier louter om het budget.

Binnen twee dagen is het 1 mei en dan krijgen we ongetwijfeld weer veel show voor de bühne, heel wat demarches om de aandacht af te leiden en te proberen te verbergen dat deze regering kille en asociale maatregelen neemt. We hebben dat enkele weken geleden al gezien met allerlei stoere verklaringen dat er geen indexsprong zou komen, terwijl die niet eens op tafel ligt, collega's. Los van het feit dat die indexsprong niet eens op tafel ligt, gaat u al akkoord met een soort indexsprong, zelfs twee keer, via die centenindex. Die centenindex die vandaag voorligt in de programmawet morrelt al aan dat systeem, ten koste van ongeveer de helft van de werkende bevolking en vooral van de Vlamingen, omdat daar het gemiddelde loon net iets hoger ligt. Al uw extra taksen en belastingen in deze programmawet zijn maatregelen die de Vlamingen in hun portemonnee treffen, terwijl dat met een werkzaamheidsgraad in Vlaanderen van 80% absoluut niet nodig is.

Ik heb tijdens de discussie over de urgentievraag vorige keer heel karikaturaal moord en brand horen schreeuwen omdat een weekje uitstel ervoor zou zorgen dat de hervormingstrein van de regering niet verder zou kunnen rijden. Dat is natuurlijk onzin. Die trein is zelfs helemaal niet vertrokken. Uw plannen zijn zo ongelofwaardig dat de kredietratingbureaus de rating van dit land voor het eerst in 15 jaar hebben verlaagd. Zelfs de kredietratingbureaus zeggen dat u eerst werk moet maken van institutionele hervormingen, dat er fiscale autonomie moet komen. Maak daar werk van. Maak werk van fiscale autonomie in plaats van taksen uit te vinden en taksen te blijven verhogen met programmawetten zoals deze.

De **voorzitter**: Het is me ontgaan, collega, dient u amendementen in?

**02.05** **Barbara Pas** (VB): Wij steunen, zoals ik duidelijk heb gemaakt, de urgentie van de amendementen die zijn ingediend.

**02.06** **David Clarinval**, ministre: Bonjour monsieur le président, bonjour à toutes et à tous.

De **voorzitter**: Mag ik u even onderbreken? We hebben voorlopig geen amendementen ontvangen.

*(De heer Dermagne brengt enkele papieren.)*

Stel u voor dat we de Raad van State een wit blad zouden moeten bezorgen.

**02.07 David Clarinval**, ministre: Monsieur le président, chers collègues, j'ai entendu les interpellations du collègue Dermagne à propos de l'absence de réaction officielle du gouvernement à la proposition formulée par les partenaires sociaux dans le cadre du G10. Je voudrais simplement donner suite à sa demande. Nous avons reçu ce lundi les estimations et les analyses qui avaient été demandées, comme je l'avais annoncé ici en séance plénière jeudi dernier, du Bureau fédéral du Plan, du SPF Sécurité sociale et de l'ONSS. Un groupe de travail s'est réuni hier et a analysé en détail ces études. Il est un fait que nous constatons trois sources de préoccupation majeure dans la proposition des partenaires sociaux.

La première source de préoccupation concerne la trajectoire budgétaire. Malheureusement, la proposition formulée par les partenaires sociaux est largement insuffisante. On parle de plusieurs centaines de millions en dessous de la trajectoire budgétaire souhaitée avec la mesure du *centenindex*, et il y a donc un décalage important à cet égard. Ensuite, il y a des risques de discrimination importants entre le secteur public et le secteur privé. Le G10 s'étant prononcé uniquement sur le privé, il manque donc une partie des solutions pour le public, avec des sources de discrimination potentielles. Enfin, il y a aussi des questions de répartition des compétences, puisque si l'on suit la piste des partenaires sociaux, cela impliquera que les entités fédérées devraient prendre des décisions qui les concernent. Or, nous n'avons à ce jour pas la possibilité d'imposer aux régions et aux communautés des trajectoires, notamment en termes d'indexation.

Au regard de ces trois risques majeurs, il n'y a pas eu de consensus au sein du gouvernement pour prendre en considération l'alternative proposée par le G10, principalement en raison de l'impact budgétaire. Le gouvernement souhaite donc poursuivre avec le texte du *centenindex* tel qu'il a été déposé depuis longtemps sur la table du Parlement.

Le **président**: Monsieur Dermagne, vous souhaitez réagir.

**02.08 Pierre-Yves Dermagne (PS)**: Monsieur le ministre, je vous remercie pour ces quelques éléments ou plutôt ces bribes d'information qui sont en fait les éléments qu'on a pu découvrir par presse interposée ces dernières heures. J'entends qu'un

groupe de travail s'est réuni pour étudier les analyses et les simulations faites par l'ONSS et par le Bureau fédéral du Plan. J'entends la position que vous venez de donner, mais elle est pour moi insuffisante.

Il y a des éléments concernant la répartition de compétences, mais, jusqu'à preuve du contraire, depuis l'installation de ce gouvernement, vous vous êtes peu préoccupé de prendre des décisions ayant des impacts sur les entités fédérées. On pourrait en citer toute une série: la limitation dans le temps des allocations de chômage, la décision d'une contribution de 500 millions d'euros à charge des entités fédérées dont on ne sait toujours pas comment elle sera prise en charge et assumée par les régions et les communautés, j'en passe et des meilleures.

Quant au risque de discrimination, il existe déjà dans les mesures que vous avez prises en matière de pensions, de report ou de retard d'indexation concernant les pensions, les allocations ainsi que les traitements des fonctionnaires.

S'agissant de la trajectoire budgétaire, nous avons également entendu ces dernières heures des contestations quant au calcul et aux estimations ayant été réalisées. On parlait d'un surcoût de 352 millions d'euros hier dans la presse. Ce n'est pas un surcoût de la mesure, mais bien un surcoût lié au rendement de la mesure que vous aviez vous-même envisagée. On se retrouve avec des éléments qui, à nos yeux, n'ont pas encore fait l'objet d'un examen précis et contradictoire avec les partenaires sociaux. Avec une proposition telle que celle-là, je ne connais pas un autre gouvernement que le vôtre qui n'aurait pas reçu le Groupe des 10 dans son ensemble.

Il y a quelques mois, vous aviez invoqué le fait que la concertation sociale devait vivre dans ce pays. Vous avez un précédent quasi historique: les partenaires sociaux vous font une contreproposition, de manière unanime, alors qu'ils n'avaient initialement pas été sollicités. Cette contreproposition concerne un sujet central dans le débat, les échanges et parfois dans le conflit entre les représentants du patronat et les représentants des travailleurs. Une seule réunion intercabineaux a eu lieu pour étudier la question et pour ne pas apporter de réponse – si ce n'est une fin de non-recevoir – à une proposition historique des partenaires sociaux. C'est du jamais vu!

Monsieur le ministre, je ne comprends pas comment vous, en tant que ministre de l'Emploi, et à ce titre ministre de la concertation sociale, vous

n'avez pas exigé que le Conseil des ministres et le Conseil des ministres restreint reçoivent l'ensemble des partenaires du G10 pour échanger sur la proposition en tant que telle, sur leur opposition à votre double saut d'index partiel et sur le contexte de manière plus générale qui pose question par rapport à la compétitivité de nos entreprises, à la résilience de nos économies et à la nécessité de soutenir des filières d'avenir en soutenant l'innovation, la recherche, etc.

Il y a des sujets à discuter avec les partenaires sociaux. Ils ont démontré qu'ils étaient capables de renouer le dialogue quand on leur en donnait la possibilité et le temps nécessaire.

Ce que j'entends ici, monsieur le ministre, de votre bouche, c'est finalement: "Circulez, il n'y a rien à voir." Merci d'être venus, les partenaires sociaux, mais on balaye d'un revers de la main la proposition qui est faite sans même avoir reçu et échangé, autour de la table du gouvernement, avec les représentants et les membres du G10. C'est du jamais vu, je le répète, c'est totalement incompréhensible, si ce n'est que cela s'inscrit dans cette logique du gouvernement qui veut passer en force avec des textes mal ficelés, dont la population et les acteurs principaux ne veulent pas. Cela a lieu avec un mépris systématique à la fois pour ce Parlement – on peut encore vivre avec cela, en tout cas moi, je peux vivre avec cela, j'en ai vu d'autres et j'en verrai encore d'autres –, mais surtout vis-à-vis des corps intermédiaires dont on connaît le rôle essentiel qu'ils jouent dans notre démocratie.

**02.09 Axel Ronse** (N-VA): Mijnheer Dermagne, u hebt met de PS de prijs voor de hypocrisie gewonnen. U zou eigenlijk diep beschaamd moeten zijn. De regering heeft gisteren, via de Kamervoorzitter, alle becijferingen en documenten over de impact van het voorstel...

*(Protest)*

Mag ik uitspreken? De regering heeft alles doorgestuurd.

*(Geroezemoes)*

Kunt u eens zwijgen? U onderbreekt voortdurend. Laat mensen eens uitspreken. Is het zo moeilijk om op een beschaafde manier te debatteren en mensen op basis van argumenten te overtuigen? Dat voortdurende geroezemoes is enorm storend, mijnheer Vereeck. Gewoon een beetje manieren, dat is het enige wat ik vraag.

De **voorzitter**: Mijnheer Ronse, u hebt het woord.

**02.10 Axel Ronse** (N-VA): Ik wacht tot iedereen zich opnieuw op een behoorlijk niveau van beschaving bevindt.

*(Gelach)*

Alle informatie is dus doorgestuurd. U wilt nu opnieuw een procedure misbruiken, terwijl u weet dat er een meerderheid in het Parlement is die deze programmawet wil goedkeuren. Samen met het Vlaams Belang hebt u die al herhaaldelijk tegengehouden. U hebt daarover onderling afspraken gemaakt en een coalitie gevormd om dat samen tegen te houden.

In tegenstelling tot eerdere signalen – ook van uw kant – dat die carrousel gedaan zou zijn, blijft dat spel zich herhalen. Wat ik het ergst van alles vind, is dat u het proces nu stopzet onder het voorwendsel dat de regering zich onvoldoende uitsprekt over het voorstel van de sociale partners. Ik daag u uit om duidelijk te zeggen of de PS-fractie het voorstel van de Groep van Tien steunt of niet.

U hebt immers nog niet uiteengezet wat dat voorstel inhoudt, namelijk het behoud van de centenindex in het openbaar ambt, een structurele aanpassing van het indexmechanisme waarbij onder meer vaste energietarieven worden meegenomen, een berekening van de index over een langere periode en het wegvallen van de differentiatie voor lonen tot 4.000 euro bruto, zodat de regeling op alle lonen van toepassing wordt.

Dus ik zou de heer Dermagne en de heer Hedebouw van de PS- en de PTB-fractie willen horen. Stel dat het voorstel van de Groep van Tien hier zou voorliggen, zou u dan dat voorstel goedkeuren, met heel die aanpassing aan de index die eigenlijk nog veel verder gaat dan het verhaal van de centenindex? Want dat is eigenlijk de reden waarom u nu met proceduremisbruik een stemming in dit Parlement wilt blokkeren.

Dus, mijnheer Dermagne, ik zou de bal graag naar u willen terugspelen. *Arrêtez cette hypocrisie* en zeg mij of u dat zou goedkeuren of niet.

Mijnheer Van Quickenborne...

De **voorzitter**: Bedankt, mijnheer Ronse.

Collega's, we zijn nu bezig met het advies van de Raad van State. Ik wil erop aandringen dat alle tussenkomsten zich beperken tot die vraag. Wordt

het advies van de Raad van State gevraagd of niet? Wat is het standpunt van uw fractie?

Collega's Van Quickenborne en Ronse, gelieve uw Kortrijks onderonsje te beëindigen zodat collega Schlitz ongestoord het woord kan nemen.

**02.11 Sarah Schlitz** (Ecolo-Groen): Chers collègues de la majorité, cette loi-programme est mal emmanchée depuis le départ. Je rappelle qu'ici, nous sommes en train de transposer le budget qui aurait dû être voté en 2025 pour l'année 2026.

Depuis lors, l'équilibre est complètement rompu, puisque vous avez d'abord dû reculer sur votre augmentation de la TVA dans l'horeca, notamment avec vos cornets de frites qui allaient coûter plus cher emportés que mangés sur place. Qui plus est, ces décisions ont été prises bien avant la guerre en Iran et la crise énergétique. Nous sommes donc sur le point de prendre des décisions alors qu'elles avaient été arrêtées dans un contexte complètement différent, à un moment où nous n'étions pas confrontés à une augmentation généralisée des prix et des coûts de l'énergie.

Vous avez d'ailleurs déposé vous-mêmes des amendements à ce texte pour reculer – comme nous l'avions d'ailleurs proposé. Sur cet aspect-là, vous avez retrouvé la raison en reportant la date d'entrée en vigueur de l'augmentation des accises – donc des taxes – sur les carburants. Voilà enfin une bonne nouvelle.

Cependant, nous ne pouvons pas accepter, dans un contexte d'augmentation généralisée des prix, que vous touchiez à la moitié des salaires. Les personnes qui gagnent 2 800 euros net par mois sont touchées par votre blocage de l'index. Dans le contexte actuel, c'est en effet complètement inacceptable.

L'accord conclu au sein du Groupe des Dix ne fait que confirmer un malaise présent depuis des mois. En effet, l'avis que nous avons déjà reçu des partenaires sociaux, et que nous avons discuté en commission, disait clairement que cela ne satisfaisait pas non plus le banc patronal. Celui-ci nous avait indiqué que cela poserait problème, parce qu'aujourd'hui, la loi de 1996 bloque les salaires. L'index est le seul moyen de les augmenter et de faire en sorte qu'ils suivent le coût de la vie. Vous savez donc depuis le départ qu'il existe un malaise important également du côté patronal par rapport à cette mesure.

Désormais, cette loi-programme comprend donc

un ensemble de mesures budgétaires complètement désarticulé. Il n'y a plus aucune cohérence et cela ne correspond plus au contexte dans lequel nous débattons aujourd'hui.

Comme je vous le suggérais déjà la semaine dernière, remettez-vous correctement autour de la table, relancez des groupes de travail, réunissez des intercabinets et revenez avec une proposition sérieuse, qui permette à la fois de répondre aux enjeux des citoyens et de tenir compte de la situation géostratégique et économique que nous connaissons aujourd'hui. Cessez de vous entêter avec une mesure que personne ne soutient, que personne ne comprend et qui va simplement appauvrir les travailleurs.

Alors, le 1<sup>er</sup> mai, où irez-vous? À la mine de Blegny. C'est quand même un lieu de mémoire pour des travailleurs belges, des travailleurs turcs, des travailleurs italiens, des travailleurs marocains qui se sont tués au travail dans des conditions innommables. Ce gouvernement est en train d'ailleurs d'opérer un certain nombre de reculs des droits des travailleurs sur le sujet. Pour moi, quel malaise de vous voir aller fanfaronner là-bas! Qu'allez-vous y dire? Que vous défendez les travailleurs? Après ce que vous êtes en train de vouloir faire voter ici, allez-vous dire que vous les défendez?

Le **président**: Madame Schlitz, j'ai coupé votre micro. Je vous demande de vous exprimer sur la question qui est maintenant en discussion.

**02.12 Sarah Schlitz** (Ecolo-Groen): Nous soutiendrons le renvoi au Conseil d'État des amendements parce que nous ne pouvons pas laisser ce gouvernement s'entêter dans des mesures qui sont totalement incohérentes et qui ne correspondent ni aux besoins des citoyens ni à la situation actuelle.

**02.13 Alexia Bertrand** (Anders.): Mijnheer de voorzitter, sommige collega's vragen om advies van de Raad van State over nieuw ingediende amendementen. Voor alle duidelijkheid, mijn fractie vraagt dat niet; we hebben al antwoord gekregen van de Raad van State.

Tegelijk begrijp ik de vraag van de collega's om de bespreking pas aan te vatten, nadat het antwoord van de Raad van State er is. We zullen de discussie toch geen twee keer voeren? Dat heeft geen zin. De algemene bespreking moet gevoerd worden op basis van het antwoord van de Raad van State.

Ik vermoed dat we nu stemmen over de verwijzing naar de Raad van State. De enige vraag van mijn fractie vandaag is om de algemene bespreking pas te organiseren op het moment dat we alle elementen in handen hebben. Zo niet doen we de algemene bespreking vandaag en moeten we ze over twee weken overdoen. Dat heeft geen zin. Dat is puur tijdverlies.

*(Mevrouw Pas vraagt het woord)*

De **voorzitter**: Mevrouw Pas, u hebt het woord reeds gekregen en uw naam werd niet genoemd.

**02.14** **Barbara Pas** (VB): Mijnheer de voorzitter, als andere collega's mogen reageren op de minister, dan mag ik dat ook doen.

De **voorzitter**: Neen, mevrouw Pas, de heer Ronse heeft een keer het woord gekregen.

Het debat gaat over de verwijzing naar de Raad van State. U hebt uw standpunt daarover kenbaar gemaakt. Ik neem aan dat dat geen twee keer nodig is.

La parole est à M. De Smet, puis à M. Piedboeuf et aux autres groupes qui souhaitent encore intervenir.

**02.15** **François De Smet** (DéFI): Monsieur le président, je m'exprime parce que vous souhaitez faire le tour des groupes.

Je partage ce qu'ont dit les collègues de l'opposition sur la qualité du texte de la loi-programme. Il y a de très bonnes raisons de combattre ce texte. Néanmoins, par principe, comme je l'ai déjà indiqué, dans ce genre de situation, je ne fais pas éternellement de la flibuste. Conformément à la jurisprudence que nous avons de notre côté, avec mon petit groupe d'un membre, nous ne soutenons qu'une seule fois le renvoi d'amendements au Conseil d'État. Sinon, chers collègues de l'opposition, vous qui serez sans doute un jour ou l'autre dans la majorité, vous rencontrerez également le même problème.

Nous créons collectivement, quel que soit l'enjeu, un précédent qui me semble dangereux. De la même manière que la dernière fois – et d'ailleurs la loi n'existe toujours pas aujourd'hui –, nous ne sommes jamais parvenus à dépenaliser correctement et complètement l'interruption volontaire de grossesse (IVG), parce qu'il y a eu des flibustes à quatre reprises, avec des alliances de partis qui étaient dans l'opposition à l'époque et qui sont maintenant dans la majorité, comme

Les Engagés, je ne trouve pas sain, quel que soit l'enjeu, de ne pas se confronter au débat démocratique ici, de manière répétée.

Même si je partage le fond, je ne soutiendrai pas, pour une raison de principe, cette fois-ci, le renvoi d'amendements au Conseil d'État.

**02.16** **Benoît Piedboeuf** (MR): Monsieur le président, j'entends tout ce qui se dit et tout ce que les collègues expriment. En politique, il est important d'avoir de la mémoire. Nous avons entamé une législature, et en entamant une législature, nous partons d'une situation et d'un bilan. Le MR faisait partie du gouvernement et se sent responsable de ce bilan. D'autres, que j'entends aujourd'hui et qui faisaient partie du même gouvernement, ont la mémoire courte et oublient que ce bilan de départ a été construit ensemble.

Ce bilan n'est pas très brillant. L'état des finances publiques est lamentable. Nous constatons aujourd'hui des diminutions de cotation au niveau international. Celles-ci ne sont pas liées à l'action du gouvernement actuel, mais à une situation héritée et à la difficulté que nous avons – et dont nous avons encore la démonstration aujourd'hui – à prendre les mesures nécessaires pour l'améliorer.

Quand on passe son temps à recourir au carrousel – nous l'avons vécu suffisamment en ce qui concerne l'IVG –, on sait qu'on empêche de prendre des mesures. Il est certain que, dans celles qui sont prises, plusieurs sont difficiles et désagréables, tandis que d'autres sont contestables. En revanche, d'autres sont indispensables. Nous avons déjà eu une difficulté majeure pour boucler un budget. Nous y sommes parvenus laborieusement. À présent, nous essayons de l'appliquer. Vous, vous vous amusez à faire perdre encore du temps au gouvernement. Tout le temps que nous perdons est de l'argent que nous perdons, et c'est une situation que l'on aggrave. Je ne comprends pas pourquoi vous n'avez pas, au moins, l'humilité de reconnaître que nous sommes tous responsables du bilan de départ: PS, Ecolo, nous, Anders., etc.

Essayons de faire en sorte, quand même, d'améliorer la situation. Jouer à ce carrousel est scandaleux et démocratiquement ignoble, parce que c'est un mauvais jeu. Je suis désolé de vous dire que ces renvois successifs au Conseil d'État devraient faire l'objet d'un changement de règlement pour que nous arrêtions de jouer et que nous accomplissions un travail sérieux. Nous

sommes des parlementaires, nous devons accomplir un travail et nous exerçons une responsabilité à l'égard de la population. Nous ne pouvons pas accepter de jouer ici; nous ne sommes pas dans une salle de jeux.

Donc, franchement, ce nouveau renvoi au Conseil d'État, d'une part, est contestable et, d'autre part, ne devrait absolument pas faire obstacle à ce que nous commençons le travail et que nous débattions. J'ai vu que vous aviez toute une série d'orateurs inscrits. Nous sommes tout disposés à les écouter, comme nous l'avons déjà fait à d'autres reprises. Nous sommes prêts à débattre. Alors, débattons. Ensuite, quand nous aurons reçu les derniers avis sollicités au Conseil d'État, il faudra se positionner probablement, en effet, majorité contre opposition, à moins que vous n'ayez quelque peu réfléchi à la situation de départ. Nous ne sommes pas cinq ans après la constitution du gouvernement, mais seulement quelques mois après son installation et, donc, après le bilan collectif que nous avons établi. Je suis désolé, mais nous trouvons que ce nouveau renvoi au Conseil d'État constitue une aberration démocratique.

**02.17 Aurore Tourneur** (Les Engagés): Merci, cher collègue Piedboeuf, pour ces paroles remplies d'humilité et de respect des enjeux démocratiques.

Nous avons déjà reçu une gifle avec la dégradation de la note de la Belgique. Le coût du report de cette loi se compte par millions. On utilise abusivement le Conseil d'État et on prend les Belges en otage. Quand j'entends mes collègues écolos qui empêchent la diminution des accises sur l'électricité, mes collègues socialistes qui n'approuvent pas des mesures de lutte contre le dumping social, j'en perds mon latin! Je trouve qu'on prend les Belges en otage! C'est non seulement affligeant, mais surtout funeste!

De **voorzitter**: Iedereen heeft de kans gehad om zich uit te spreken.

Collega Frank ontvangt hier op de achtergrond gelukwensen voor zijn verjaardag en hij is bijzonder verheugd dat hij zijn verjaardag mag vieren in het bijzijn van zoveel vrienden.

**02.18 Luc Frank** (Les Engagés): Vielen Dank euch allen für die Glückwünsche.

Si vous voulez, j'ai amené des tartes, mais il n'y en a que six. Je ne sais pas si cela suffira; il y a moyen d'en discuter. En tout cas, un grand merci. Je peux

vous dire, chers collègues, que j'ai pour habitude de travailler à mon anniversaire; mais j'ai le sentiment qu'aujourd'hui, je serai en chômage technique.

De **voorzitter**: Uw partij heeft christendemocratische wortels. Misschien kan de broodvermenigvuldiging hier enig soelaas bieden.

Collega's, we stemmen nu over de vraag tot verwijzing naar de Raad van State van de amendementen die we ondertussen hebben ontvangen.

De voorzitter is verplicht het advies te vragen wanneer het voorstel tot raadpleging gesteund wordt door ten minste vijftig leden.

Le président est tenu de demander l'avis lorsque la proposition de consultation est appuyée par au moins cinquante membres.

*Ten minste 50 leden steunen het verzoek om advies van de Raad van State.*

*Au moins 50 membres soutiennent la demande d'avis au Conseil d'État.*

Bijgevolg zal ik het advies van de Raad van State vragen met toepassing van artikel 98, § 3, van het Reglement.

En conséquence, je demanderai l'avis du Conseil d'État en application de l'article 98, § 3, du Règlement.

*De amendementen nrs. 120 tot 137 zullen voor advies naar de Raad van State worden verzonden. Les amendements nos 120 à 137 seront envoyés au Conseil d'État pour avis.*

**03 Moties tot agendawijziging**

**03 Motions de modification de l'ordre du jour**

**03.01 Axel Ronse** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik stel voor om toch de bespreking van de programmawet aan te vatten.

De **voorzitter**: Collega's, er is geen enkel reglementair bezwaar om de algemene bespreking te voeren. Voor alle duidelijkheid geef ik nog mee dat niet kan worden gedebatteerd over de artikelen waarvoor een advies van de Raad van State wordt gevraagd. Het heeft geen zin om dat te verrommelen.

Ik heb intussen een motie ontvangen van mevrouw Bertrand. Mevrouw Bertrand, met uw goedkeuring herformuleer ik de motie naar de geest van wat u bedoelt. U verzoekt immers om de bespreking pas aan te vatten na het ontvangen van het advies van

de Raad van State.

Ik heb een motie ontvangen met dezelfde strekking. Ik wil gewoon de technische afhandeling regelen. Ik denk dat we dit kunnen behandelen als een vraag tot wijziging van de verdere agenda. De vraag is dan namelijk of we de agenda voortzetten dan wel of we stoppen. Het Reglement bepaalt dat elke fractie zich daarover kan uitspreken. Ik verduidelijk, als we het Reglement toepassen, beginnen we nu met de algemene bespreking. Uiteraard kunt u de vraag stellen, via een motie of hoe dan ook, om de agenda te wijzigen in die zin dat we stoppen met de bespreking en de zitting opheffen, of dat we het Reglement gewoon toepassen, zoals net gevraagd door de heer Ronse en de heer Piedboeuf.

Elke fractie mag zich daarover uiten en dan wordt daarover gestemd.

Vraagt iemand het woord?

**03.02** **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Monsieur le président, j'aimerais simplement obtenir une précision. Avez-vous reçu une motion de Mme Bertrand ou de M. Ronse ? Je n'ai pas bien compris.

Vous avez également reçu une motion de M. Dermagne, M. Hedeboom et Mme Schlitz demandant l'arrêt des travaux, compte tenu du renvoi au Conseil d'État. Avez-vous aussi reçu une motion de M. Ronse?

De **voorzitter**: Ik heb geen motie ontvangen van de heer Ronse. Hij vraagt gewoon dat de bespreking doorgaat, wat reglementair mogelijk is.

**03.03** **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Je vous remercie pour l'information. Mme Bertrand a-t-elle également demandé que nous arrêtons les travaux?

De **voorzitter**: Ik heb geen motie ontvangen van collega Ronse. Hij vraagt eenvoudigweg de bespreking te laten plaatsvinden, wat volgens het Reglement kan.

**03.04** **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Madame Bertrand a aussi demandé que nous arrêtons les travaux.

De **voorzitter**: Ik vermoed dat de vraag van collega Bertrand in lijn ligt met uw vraag. Namens elke fractie mag één collega het woord nemen. Ik geef het woord aan collega Bertrand van de Anders.-fractie.

**03.05** **Alexia Bertrand** (Anders.): Mijnheer de voorzitter, wij vragen uiteraard dat de algemene bespreking pas plaatsvindt, nadat we het advies van de Raad van State hebben gekregen. Wat wordt het nu? Wat zullen we vandaag doen? Mogen we over de centenindex spreken of niet? Mogen we over de accijnzen spreken of niet? Mogen wij over de VVPR-bis spreken of niet? Wat is het dan? Een bespreking nu heeft toch geen zin? Dat is toch nonsens, want we zullen het debat zo twee keer voeren. Het gaat voor mijn fractie hier niet over de inhoud, maar wel over de methode. Dat is geen efficiënte manier van werken. Over twee weken zullen het debat immers volledig overdoen. Mijn fractie heeft maar één vraag. Zullen er thematische debatten zijn of niet? Waar mogen wij vandaag al dan niet over spreken? Ik snap het niet.

De **voorzitter**: Mevrouw Bertrand, ik heb die vraag net beantwoord. Het Reglement bepaalt dat het debat over de artikelen die het voorwerp zijn van een vraag aan de Raad van State, uitgesteld moet worden totdat het gevraagde advies van de Raad van State uitgebracht is.

**03.06** **Barbara Pas** (VB): Mijnheer de voorzitter, bij mijn weten werd er nog nooit een debat gevoerd, terwijl men wacht op het advies van de Raad van State over bepaalde artikelen. Dat zal resulteren in twee debatten en in een onwerkbaar situatie waarbij bepaalde zaken niet mogen besproken worden. Er zal meer gediscussieerd worden over wat er wel en niet besproken mag worden. Chaotische vergaderingen zijn we al wel gewoon. Als u chaotische vergaderingen wenst, zelfs tweemaal, dan moet u het zeker op de aangekondigde manier doen.

Ik vraag een hoofdelijke stemming over de motie om komaf te maken met dat zotte idee.

De **voorzitter**: Mevrouw Pas, het spreekt voor zich dat wij dat op die manier zullen doen.

**03.07** **Georges-Louis Bouchez** (MR): Monsieur le président, je ne vais pas m'abaisser au niveau de certains collègues quand j'entends les réflexions à chaque fois que je prends la parole. Mais voilà, cela doit être leur moment de plaisir! Il faut toujours laisser le moment de plaisir aux gens, surtout aux gens qui ont peu de choses dans leur vie.

Chers collègues, je voudrais quand même qu'à un moment donné, nous soyons quelque peu responsables, et puisque tout le monde évoque les

agences de notation, il serait intéressant de lire leurs avis.

Que disent les agences de notation? Qu'a dit Standard & Poor's? Standard & Poor's dit que les faiblesses du pays remontent à la pandémie et à la crise énergétique de 2022-2023, d'où la Belgique est sortie avec de gros déficits budgétaires structurels, résultant de l'un des niveaux de dépenses publiques...

(...): (...)

**03.08 Georges-Louis Bouchez** (MR): Je n'ai pas parlé quand vous parliez! Déjà que vous n'êtes pas constructif, soyez au moins poli, cela vous changera!

Un des niveaux de dépenses publiques les plus élevé – soit un peu plus de 54 % du PIB – dans l'Union Européenne et parmi les États souverains notés à l'échelle mondiale. En réalité, ce que dit Standard & Poor's, ce n'est pas que nous sommes confrontés à un problème d'impôts, c'est que nous avons un problème de dépenses. Et quelle est la finalité de cette loi-programme? Sa finalité est de maîtriser les dépenses publiques.

Et ce que je trouve très intéressant dans votre attitude, c'est que si vous étiez sincère, si le renvoi au Conseil d'État concernait réellement les amendements que vous proposez, vous accepteriez le débat. Parce qu'en fait, l'avis du Conseil d'État sur les amendements ne modifiera pas le contenu de nos positions politiques. Nous allons débattre en opportunité politique, et si le Conseil d'État nous dit que certaines choses sont possibles ou d'autres pas, nous pourrions adapter nos votes en la matière. Mais l'avis du Conseil d'État n'influencera pas nos opinions politiques.

Dès lors, cela prouve bien que votre attitude n'est pas une attitude constructive par rapport au débat, mais simplement une attitude pour bloquer le travail du gouvernement. Et que se passe-t-il quand le travail du gouvernement est bloqué?

**03.09 Pierre-Yves Dermagne** (PS): : (...)

**03.10 Georges-Louis Bouchez** (MR): Oui, dans mon cas, cela a duré quatre jours et nous avons obtenu gain de cause. Cela fait partie des négociations. Et d'ailleurs, monsieur Dermagne, à votre place, je ne la ramènerais pas, parce qu'avec vous, le gouvernement a été bloqué pendant cinq ans, puisque le volume de vos réformes était nul! Je peux donc comprendre que cela vous dérange d'avoir aujourd'hui un vrai ministre de

L'Emploi, en la personne de David Clarinval, qui va réaliser plus de 100 réformes. Monsieur Dermagne, avec les cheerleaders au fond de votre groupe sur les bancs, vous avez peut-être les rieurs de votre côté.

L'objectivité doit vous amener à être un peu frustré – et j'en suis triste pour vous – de n'avoir fait aucune réforme, et de voir un ministre de l'Emploi qui, en à peine 14 mois, a réalisé plus que vous en cinq ans. Cela doit être triste pour vous de voir un ministre de l'Emploi, le premier libéral depuis un siècle, changer structurellement le marché du travail!

*(Brouhaha)*

**De voorzitter:** Mag ik opnieuw oproepen tot orde? Elke fractie krijgt het woord. Mag ik de woordvoerders vragen om zich over de vraag waarom de voortzetting van het debat al dan niet belangrijk is uit te spreken.

De heer Bouchez mag afronden.

**03.11 Georges-Louis Bouchez** (MR): Merci, monsieur le président.

Je comprends totalement votre attitude. J'ai même de la compassion pour vous, parce que je peux comprendre la frustration d'avoir été aux manœuvres autant de temps et de ne pas avoir fait de réformes. Aujourd'hui, vous vous faites passer pour de nouvelles personnes, des gens qui n'auraient jamais géré l'État. Vous avez dominé la Wallonie pendant 70 ans, et l'avez menée à la faillite. Si aujourd'hui la Belgique va mal, c'est à cause des régions que vous avez gérées, Bruxelles et la Wallonie, qui ont les plus hauts taux de déficit. *(Brouhaha)*

**Le président:** Monsieur Bouchez, vous avez le temps de vous exprimer, et je demande à tous de vous écouter. Cependant, je pense qu'il est temps de conclure.

**03.12 Georges-Louis Bouchez** (MR): Je conclus, monsieur le président. Je voudrais juste souligner, à propos du Règlement de la Chambre, que l'attitude menée ici pose problème au moins à deux égards, et démontre un souci avec la démocratie.

Le premier, c'est qu'il est impossible pour moi de m'exprimer dans cette Assemblée sans subir ce comportement de gamins. Le deuxième, c'est que le renvoi systématique au Conseil d'État, avec refus...

Madame Pas, calmez-vous, ça va bien se passer. Vous, cela fait des semaines que vous nous faites traîner, donc vous allez encore me subir quelques minutes.

Le renvoi systématique au Conseil d'État, avec refus... Monsieur Prévot, arrêtez, allez à la buvette, c'est là que vous êtes le meilleur!

Fondamentalement, faire un renvoi systématique au Conseil d'État en refusant le débat est une pure procédure dilatoire. À ce titre-là, monsieur le président, mon groupe vous demande de ne pas faire droit à l'abus de droit, et à faire en sorte de permettre à ce Parlement de mener ses travaux à bien en effectuant un débat qui permettra, au moment où les amendements reviendront, de procéder à des votes en âme et conscience.

La minorité ne peut pas violer le résultat des élections en utilisant de manière abusive les outils de ce Parlement. Ce que vous faites, ce n'est pas de la démocratie, c'est de la chienlit! Vous voulez créer le bordel dans notre pays, le bordel dans cette Assemblée, et ça n'est pas acceptable parce que la démocratie, c'est l'échange d'idées, ce n'est pas l'obstruction à laquelle vous vous pliez depuis tant de semaines!

De **voorzitter**: Het komt mij voor dat nog leden het woord vragen.

**03.13 Axel Ronse** (N-VA): Ik was eigenlijk van plan om heel veel te zeggen, maar collega Bouchez heeft het fantastisch...

De **voorzitter**: Mijnheer Ronse, bent u al tussengekomen op de vraag naar de agendawijziging? De heer Ronse is niet tussengekomen. Collega's, alstublieft... Elke fractie kan één woordvoerder aanduiden op de vraag of de agenda wordt gewijzigd.

(rumoer)

Collega's, alstublieft, ik vraag een beetje orde en discipline. Enkele collega's hebben de vraag ingediend om de agenda te wijzigen. Enkele collega's hebben de vraag ingediend om de agenda toe te passen. Als u zou menen dat die vraag volstaat, dus bijvoorbeeld de vraag van mevrouw Bertrand, van de collega's van de PS, van de PVDA-PTB, van Ecolo-Groen te bespreken, dan hebben ook zij hebben de ruimte om hun argumentatie naar voren te brengen. Dat is nogal evident. Net zoals in het debat over de vraag of de agenda gewijzigd wordt, kunnen ook de andere fracties het woord voeren. Dat debat is net, als ik

me niet vergis, begonnen door mevrouw Schlitz en de heer Bouchez. Die hebben daarin het woord gevoerd. Dat betekent dat er nog aardig wat mensen het woord kunnen voeren als ze dat wensen.

**03.14 Axel Ronse** (N-VA): Bedankt, mijnheer de voorzitter. Het voelt goed om eens ongestoord het woord te kunnen nemen zonder constant te worden onderbroken. Ik zal het ook kort houden.

Voor onze fractie is het essentieel dat de algemene bespreking nu start, te meer omdat de regering vorige week een pakket maatregelen heeft uitgewerkt en samengesteld om de duurdere energiekosten, onder meer voor mensen met woon-werkverkeer, op te vangen. Dat is iets waar op alle banken om werd gevraagd.

Wij hebben dat pakket samen met de fractieleiders van de meerderheid gegoten in een amendement op deze programmawet. Het is voor ons cruciaal dat dat nu ook mee besproken wordt tijdens de algemene bespreking, zodat dat mee kan naar de zoveelste adviesvraag aan de Raad van State via de amendementen van de oppositie, en zodat we dus geen tijd verliezen.

Verder sluit ik mij aan bij alle woorden die collega Bouchez heeft uitgesproken ten aanzien van de oppositie. Het is een vieze coalitie van de PS en het Vlaams Belang die maar kan blijven standhouden om een extreemlinkse Waalse minderheid te dienen en om ons te verhinderen alle gedolven putten te dempen. We zitten hier verdorie met het allergrootste begrotingstekort van heel Europa. Dat tekort groeit met de seconde aan, terwijl we hier zitten, omdat de rente stijgt.

Wij hebben moedige maatregelen genomen in een geheel pakket, maatregelen die het Vlaams Belang nog nooit van zijn leven zou durven nemen. Want het enige wat u kunt, is uw programma afroepen en aflezen, en vooral voorlezen, en, als een ander het woord voert, boertig onderbreken, zodat de spreker moeilijk verstaanbaar is.

Hier staat een politieke generatie die al die problemen wil oplossen, wil aanpakken en in de ogen kijkt. Het enige wat u doet, is samenwerken met degenen die de oorzaak zijn, de PS, van alle schuld die in dit land is opgebouwd. De PS heeft namelijk alle hervormingen tegengehouden die net voor welvaart moesten zorgen. U houdt hen vast en samen blokkeert u maatregelen om onze Vlaamse welvaart te redden.

Ik zou eigenlijk zeer beschaamd zijn. Ik zou diep

beschaamd zijn als ik vandaag in het Vlaams Belang zou zitten, omdat u eigenlijk de lakeien, de narren van de PS in het Parlement bent. Dat doet u bovendien op een onbeschofte, boertige manier.

**03.15 Aurore Tourneur** (Les Engagés): Chers collègues, la situation est assez burlesque! Cela fait maintenant une heure que nous discutons pour savoir si nous allons pouvoir discuter! Notre groupe propose d'entamer la discussion générale sans plus attendre.

Cher collègue Ronse, nous avons aussi déposé des amendements positifs pour nos citoyens, raison pour laquelle nous sommes désireux d'entrer dans le vif du sujet.

**03.16 Barbara Pas** (VB): Mijnheer de voorzitter, ik stel vast dat sommigen problemen hebben met hun kortetermijngeheugen. U spreekt over hypocrisie, maar in het verleden waren er coalities tussen de N-VA, cd&v en het Vlaams Belang om via de procedure 'verzoek om advies van de Raad van State' de vreselijke versoepeling van de abortuswetgeving tegen te houden. Dat was dan blijkbaar niet boertig en onbeschoft. Ik vind dat bijzonder hypocriet.

Voorzitter, aangezien we ieders mening zo goed als hebben gehoord, stel ik voor dat we overgaan tot de stemming. Er werd daarnet immers gezegd dat er een meerderheid is om die programmawet hier te stemmen, maar die meerderheid is hier absoluut niet. U kunt het hier nog lang proberen te rekken om de stemming over die motie tegen te houden, maar ik stel voor dat we hoofdelijk stemmen en dat de telefoontjes om leden van de meerderheid op te trommelen in de hoop alsnog een meerderheid te bereiken, worden stopgezet.

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord? *(Nee)*  
 Quelqu'un demande-t-il encore la parole? *(Non)*

Collega's, om te vermijden dat er onduidelijkheid bestaat over de stemming: het gaat om twee moties. Wie de draagwijdte van de moties goedkeurt, wat zou betekenen dat het debat nu wordt beëindigd, die drukt uit dat door op de groene knop te drukken. Wie de motie niet steunt, drukt op de rode knop.

**03.17 Pierre-Yves Dermagne** (PS): Monsieur le président, comme d'autres collègues viennent de le signaler, la majorité semble ne pas être en nombre et le quorum ne semble donc pas atteint. En raison de l'absence de la majorité – qui nous fait des leçons par rapport au travail parlementaire et

par rapport au travail de manière générale, mais qui n'était pas là à 9 h pour ouvrir les débats et qui n'est toujours pas là à 10 h, en tout cas pour partie, pour entamer les débats – mon groupe de participera pas à ce vote. Il ne souhaite pas par là assurer pour partie le quorum au sein de cette Assemblée.

*(De oppositie verlaat de zaal.)*  
*(L'opposition quitte la salle.)*

De **voorzitter**: Ik heb van mevrouw Alexia Bertrand een motie ontvangen en deze luidt als volgt: "De ondergetekende verzoekt de Kamer de algemene bespreking pas aan te vatten na het ontvangen van het advies van de Raad van State over de amendementen die werden ingediend."

J'ai reçu de Mme Alexia Bertrand une motion libellée comme suit: "La soussignée demande à la Chambre de n'entamer la discussion générale qu'après la réception de l'avis du Conseil d'État sur les amendements présentés aujourd'hui."

Ik heb van de heren Raoul Hedebouw en Pierre-Yves Dermagne en mevrouw Sarah Schlitz een motie ontvangen en deze luidt als volgt: "Overwegende dat er zopas werd beslist om de Raad van State om advies te vragen over een heel aantal amendementen op de programmawet, verzoeken wij de Kamer om de werkzaamheden en de algemene bespreking van de programmawet vandaag, 29 april 2026, niet aan te vatten."

J'ai reçu de MM. Raoul Hedebouw et Pierre-Yves Dermagne et Mme Sarah Schlitz une motion libellée comme suit: "Considérant qu'une demande d'avis au Conseil d'État vient d'être approuvée au sujet de nombreux amendements sur la loi-programme, la Chambre demande de ne pas entamer les travaux et la discussion générale sur la loi-programme en ce 29 avril 2026."

Collega's, we gaan over tot de stemming over de moties, volgens de modaliteiten die ik net heb meegedeeld. Wie de moties steunt, stemt groen; wie de moties niet steunt, stemt rood.

Begin van de stemming / Début du vote.  
 Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken?  
 / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?  
 Einde van de stemming / Fin du vote.  
 Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

*(Stemming/vote 1)*

65 leden hebben deelgenomen aan de stemming. Het quorum is niet bereikt.  
 65 membres ont pris part au vote. Le quorum n'est donc pas atteint.

Ik schors de vergadering. U weet dat de vergadering in die omstandigheden maximaal één uur kan worden geschorst. We zien elkaar dus ten laatste om 11.04 uur terug.

*De vergadering wordt geschorst van 10.04 uur tot 11.12 uur.*

*La séance est suspendue de 10 h 04 à 11 h 12.*

Collega's, we hervatten de vergadering en spreken ons opnieuw uit over de moties tot agendawijziging. Wie het voorstel om de algemene bespreking niet te starten steunt, drukt op de groene knop; wie dat niet steunt, drukt op de rode knop.

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken?

/ Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

*(Stemming/vote 2)*

71 leden hebben deelgenomen aan de stemming. Het quorum is niet bereikt.

71 membres ont pris part au vote. Le quorum n'est donc pas atteint.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering woensdag 29 april 2026 om 14.00 uur. La séance est levée. Prochaine séance le mercredi 29 avril 2026 à 14 h 00.

*De vergadering wordt gesloten om 11.14 uur.*

*La séance est levée à 11 h 14.*

*Dit verslag heeft geen bijlage.*

*Ce compte rendu n'a pas d'annexe.*



**DETAIL VAN DE NAAMSTEMMINGEN****DETAIL DES VOTES NOMINATIFS**

Naamstemming - Vote nominatif: 1

Ja	0	Oui
----	---	-----

Nee	65	Non
-----	----	-----

Bacquelaine Daniel, Bergers Jeroen, Bertels Jan, Bouchez Georges-Louis, Buysrogge Peter, Cuylaerts Dorien, Daenen Nele, Delcourt Catherine, Demesmaeker Eva, Demon Franky, Depoorter Kathleen, De Roover Peter, De Vreese Maaïke, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Dubois Xavier, El Yakhloufi Achraf, Farih Nawal, Frank Luc, Freilich Michael, Gatelier Jean-François, Gielis Tine, Gijbels Frieda, Grillaert Leentje, Handichi Youssef, Hansez Isabelle, Hiligsmann Serge, Jadoul Pierre, Kompany Pierre, Lamarti Fatima, Lambrecht Annick, Lanjri Nahima, Lasseaux Stéphane, Lejeune Marc, Matagne Julien, Metsu Koen, Meuleman Brent, Nuino Ismaël, Oru Funda, Peeters Lotte, Piedboeuf Benoît, Pirson Anne, Ramlot Carmen, Raskin Wouter, Reuter Florence, Ronse Axel, Safai Darya, Seuntjens Oskar, Soete Jeroen, Tas Niels, Taton Julie, Tourneur Aurore, Tryyman Lieve, Van den Heuvel Koen, Vandeput Steven, Van der Donckt Wim, Van Hoof Els, Van Keymolen Phaedra, van Riet Katrijn, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verkeyn Charlotte, Weydts Axel, Wollants Bert, Yzermans Alain

Onthoudingen	0	Abstentions
--------------	---	-------------

Naamstemming - Vote nominatif: 2

Ja	0	Oui
----	---	-----

Nee	71	Non
-----	----	-----

Bacquelaine Daniel, Bergers Jeroen, Bertels Jan, Bouchez Georges-Louis, Buysrogge Peter, Cuylaerts Dorien, Daenen Nele, Delcourt Catherine, De Maegd Michel, Demesmaeker Eva, Demon Franky, Depoorter Kathleen, De Roover Peter, De Vreese Maaïke, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Dubois Xavier, Dufrane Anthony, El Yakhloufi Achraf, Farih Nawal, Frank Luc, Freilich Michael, Gatelier Jean-François, Gielis Tine, Gijbels Frieda, Goffin Philippe, Grillaert Leentje, Handichi Youssef, Hansez Isabelle, Hiligsmann Serge, Jadoul Pierre, Kompany Pierre, Lamarti Fatima, Lambrecht Annick, Lanjri Nahima, Lasseaux Stéphane, Lejeune Marc, Mahdi Sammy, Matagne Julien, Metsu Koen, Meuleman Brent, Michel Mathieu, Muylle Nathalie, Nuino Ismaël, Oru Funda, Peeters Lotte, Piedboeuf Benoît, Pirson Anne, Ramlot Carmen, Raskin Wouter, Reuter Florence, Ronse Axel, Safai Darya, Seuntjens Oskar, Soete Jeroen, Tas Niels, Taton Julie, Tourneur Aurore, Tryyman Lieve, Van den Heuvel Koen, Vandeput Steven, Van der Donckt Wim, Van Hoof Els, Van Keymolen Phaedra, van Riet Katrijn, Vanrobaeys Anja, Van Vaerenbergh Kristien, Verkeyn Charlotte, Weydts Axel, Wollants Bert, Yzermans Alain

Onthoudingen	0	Abstentions
--------------	---	-------------